

## **Selon son nouveau modèle, l'armée de Terre comptera 2 divisions et 11.000 soldats de plus**

Posté dans [Forces terrestres](#), [Politique de défense](#) par [Laurent Lagneau](#) Le 18-04-2015

Le général Jean-Pierre Bosser présentera, le 28 mai prochain, le plan « Au Contact! », c'est à dire le nouveau modèle de l'armée de Terre dont il est le chef d'état-major (CEMA). Lors d'une récente audition devant la commission sénatoriale des Affaires étrangères et des Forces armées, il en a cependant dévoilé les grandes lignes.

Suite aux attentats commis les 7 et 9 janvier à Paris et au lancement de l'opération Sentinelle, il est donc apparu nécessaire pour l'armée de Terre de pouvoir mener à la fois des opérations extérieures et intérieures.

« L'armée de Terre marchait jusqu'à maintenant sur deux pieds : l'intervention d'une part et la préparation opérationnelle et la remise en condition d'autre part. Depuis janvier dernier, la protection s'est ajoutée à l'intervention », a souligné le général Bosser. Il s'agit, pour ce dernier, de mettre en place une « armée homogène, qui couvre l'ensemble du spectre opérationnel, qu'il s'agisse de l'intervention, de la protection ou de la prévention » car « son ennemi étant le même à Gao et à Paris, ses soldats sont les mêmes à Gao et à Paris ».

Aussi, selon le CEMAT, l'actualisation de la Loi de programmation militaire (LPM), qui sera examinée en juin par l'Assemblée nationale, doit « rechercher un nouveau point d'équilibre entre le contrat opérationnel, redimensionné par l'engagement durable sur le territoire national, et les moyens nécessaires pour disposer d'une force terrestre en nombre suffisant, bien préparée et correctement équipée ».

Selon le général Bosser, pour qu'elle puisse assurer les missions qui lui sont confiées, l'armée de Terre a besoin d'une force opérationnelle terrestre de 77.000 hommes alors qu'elle n'en compte que 66.000 actuellement. « Cette nouvelle trajectoire d'effectifs ne remet pas en cause l'optimisation et la modernisation que l'armée de Terre conduit dans le cadre du projet des armées 'Cap 2020' : comme le modèle futur de l'armée de terre le prévoit, elle s'y intègre », a-t-il précisé.

Le plan « Au Contact! » compte créer de nouveaux commandements, dont celui du « territoire national. « Il est impérieux qu'un seul et même chef soit désigné à la tête de ce commandement, pour faire des propositions sur un certain nombre de problématiques abandonnées depuis la chute du mur de Berlin en matière d'actions sur le territoire national », a expliqué le général Bosser. Il s'agira d'une structure « reliée à l'État-major des armées et au circuit interministériel, pour préparer et piloter le déploiement de nos unités » dans le cadre d'une opération intérieure (OPINT).

Il est également prévu de créer un commandement dédié aux forces spéciales. « L'armée de Terre est 'actionnaire majoritaire' des forces spéciales, à hauteur de 80 %. Il nous a donc semblé cohérent de les regrouper au sein d'un seul pilier, pour en faciliter l'employabilité interarmées », a fait valoir le général Bosser, alors qu'il existe déjà une « Brigade des Forces Spéciales Terre » (BFST).

En outre, 5 autres commandements spécialisés devraient voir le jour, dans les domaines de la formation et de l'entraînement, du « renseignement renforcé », des « systèmes de commandement renforcés par la cyberdéfense », de la « logistique » et de la « maintenance ».

Un autre axe majeur du plan présenté par le CEMAT est l'aéromobilité. Cinq ans après la dissolution de la 4e Brigade aéromobile, il est désormais question de recréer une brigade d'aérocombat, « capable de faire manoeuvrer des unités de contact ».

« L'armée de Terre disposant de 95 % des hélicoptères de combat, il m'a paru judicieux de concentrer, sous les ordres d'un chef unique, la sécurité des vols, la navigabilité, le maintien en condition des hélicoptères, les écoles de formation de pilotes, et l'outil consacré à la troisième dimension que constitue la brigade d'aérocombat », a avancé le général Bosser. « À sa tête, un état-major sera capable de mener des opérations de troisième dimension : raids en profondeur, flanc-garde ou opérations à caractère interarmes, comme l'utilisation d'hélicoptères de manoeuvre pour transporter une force, saisir un pont, récupérer des otages, exfiltrer des personnes », a-t-il ajouté.

Quant à la force opérationnelle terrestre, elle sera organisée autour du programme Scorpion (Synergie du contact renforcée par la polyvalence et l'infovalorisation). « C'est Scorpion qui déterminera l'organisation et non l'organisation qui s'adaptera à Scorpion », a lancé le général Bosser.

« Cette force de combat Scorpion sera scindée en deux divisions, composées chacune de trois brigades interarmes. Il s'agira de deux brigades de haute intensité, équipées du char Leclerc rénové, de deux brigades médianes, équipées des blindés Jaguar et Griffon, qui constituent le coeur de Scorpion, et de deux brigades légères que sont les brigades parachutistes et d'infanterie de montagne. Ceci permettra de mener des actions de haute intensité et des actions 'ultralégères' », a détaillé le CEMAT.

À l'image de l'armée de l'Air qui a rétabli l'échelon « Escadre », l'armée de Terre ressuscite les « Divisions », supprimées en 1999. Quoi qu'il en soit, comme la force terrestre devait compter 7 brigades, il est donc prévu de répartir les régiments de la 7e dans d'autres brigades.

« Ma volonté est de rééquilibrer les effectifs des brigades pour les densifier. Il existe en effet des brigades dont les effectifs varient parfois du simple au double, ce qui pose des problèmes de préparation opérationnelle », a affirmé le général Bosser, qui, en outre, n'a pas l'intention de supprimer des régiments.

Enfin, s'agissant de la réserve opérationnelle, le CEMAT n'a pas manqué de critiquer la façon dont elles sont organisées ainsi que leur cadre juridique. « Nous avons là un potentiel humain d'une immense qualité dont on ne tire pas le meilleur parti. Aujourd'hui, on compte environ 15 700 réservistes. L'objectif est de passer à 22.000 et de pouvoir engager en permanence 1 000 réservistes sur le territoire national, dans la durée », a-t-il dit, après avoir évoqué l'hypothèse de créer des « unités de réserve dans les zones où il n'existe plus aucun régiment ».

# Irak : La force Chammal a neutralisé 17 objectifs en 51 sorties au cours de la semaine passée

Posté dans [Forces aériennes](#), [Moyen-Orient](#), [Opérations](#) par [Laurent Lagneau](#) Le 17-04-2015

Alors que le groupe aéronaval constitué autour du porte-avions Charles de Gaulle s'apprête à quitter les eaux du golfe arabo-persique après avoir assuré la permanence aéronavale de la coalition anti-État islamique (EI ou Daeh) dans l'attente de l'arrivée de l'USS Theodore Roosevelt, la force Chammal a effectué 51 sorties aériennes au cours de ces derniers jours.

Ainsi, selon le compte-rendu de l'État-major des armées, 12 missions menées au-dessus du nord de l'Irak ont abouti à 12 frappes dans les secteurs de Ramadi, Baiji et Sinjar. Ce qui a permis de neutraliser 17 cibles, dont des « positions de tir, check points, postes de combat, véhicules, bâtiments et combattants du groupe Daech ».

Cela étant, et alors qu'il vient de subir un revers en perdant la ville de Tikrit, l'EI a attaqué la plus importante raffinerie pétrolière d'Irak, implantée justement à Baiji, à 200 km de Bagdad. Les jihadistes ont ainsi réussi à pénétrer à l'intérieur du site et à prendre le contrôle de plusieurs installations, dont des cuves de stockage. Dans le même temps, la coalition a effectué 8 frappes dans ce secteur.

Les combattants de Daesh « ont pénétré dans la périphérie » de ce site « extraordinairement grand », mais la raffinerie « n'est pas en danger pour l'instant », a affirmé, le 16 avril, le général Martin Dempsey, le chef d'état-major inter-armées américain. Ce dernier a en outre estimé que Baiji est plus stratégique que la province d'al-Anbar, où la ville de Ramadi est assiégée par les jihadistes.

« Je préférerais que Ramadi ne tombe pas mais ce ne serait pas la fin de la campagne si elle venait à tomber », a en effet déclaré le général Dempsey.

Ce n'est pas la première fois que l'EI vise cette raffinerie, dont la capacité de production est de 300.000 barils/jour (ce qui permet d'assurer 50% de la demande locale). En octobre, les forces irakiennes, appuyées par les moyens aériens de la coalition, avaient en effet réussi à briser le siège que les jihadistes avaient imposé à ce site pendant plusieurs semaines.

# L'armée américaine envoie 300 militaires en Ukraine pour y former une garde nationale

Posté dans [Europe](#), [Forces terrestres](#), [Otan](#) par [Laurent Lagneau](#) Le 18-04-2015

L'US Army a annoncé, le 17 avril, l'arrivée en Ukraine d'environ 300 militaires américains de la 173e Brigade aéroportée. Ces parachutistes, habituellement basés à Vicenza, en Italie, ont pris leurs quartiers à Iavoriv, près de la frontière polonaise.

Leur mission sera de former et d'entraîner 900 soldats de la Garde nationale ukrainienne, qui, subordonnée au ministère de l'Intérieur, compte dans ses rangs de nombreux volontaires issus des « milices d'autodéfense » du Maïdan, un mouvement pro-européen qui avait contesté l'ex-président pro-russe Viktor Ianoukovitch, contraint à quitter le pouvoir en février 2014. La destitution de ce dernier avait été suivie par l'annexion de la Crimée par la Russie puis par un conflit armé dans le sud-est de l'Ukraine (Donbass).

« Les soldats américains ont pour objectif d'apprendre aux soldats ukrainiens non seulement les techniques de combat, mais aussi d'entretenir et renforcer le professionnalisme et le savoir-faire du personnel militaire », a expliqué le commandant Jose Mendez, cité par le communiqué de l'US Army, lequel précise que cette mission est censée durer 6 mois.

Il n'est pas question de perdre de temps car, dès le 20 avril, un exercice appelé Fearless Guardian (Gardien sans peur) sera mis en route. « Cet entraînement va aider les Ukrainiens à défendre leurs frontières et leur souveraineté », a commenté le capitaine Ashish Patel sur le site de l'US Army, qui a pris le soin de préciser que les équipements militaires américains utilisés à cette occasion ne sont pas destinés à être livrés aux forces ukrainiennes.

Outre cet envoi de conseillers militaires américains, les États-Unis ont récemment annoncé la livraison à l'Ukraine d'équipements militaires non-létaux pour un montant de 75 millions de dollars. Ce qui est « insuffisant » pour le chef d'état-major interarmées, le général Martin Dempsey, qui, lors d'une audition devant la commission des Forces armées au Sénat, a affirmé qu'il fallait « impérativement examiner la fourniture d'une aide létale ». Le chef du Pentagone, Ashton Carter, s'est dit « enclin » à aller dans ce sens. Seulement, le président Obama y est réticent.

Par ailleurs, les États-Unis ne seront pas les seuls à envoyer des instructeurs en Ukraine. Le Royaume-Uni a déjà exprimé son intention d'en faire de même, avec une mission mobilisant 75 militaires pour une durée de 6 mois afin de « fournir des conseils et former [l'armée ukrainienne] dans le domaine du renseignement, de la logistique, des soins médicaux ». De plus, Londres va « aussi mettre en place un programme d'entraînement de l'infanterie pour améliorer la résistance des forces ukrainiennes ».

Le Canada suit aussi le même chemin : cette semaine, Ottawa a décidé d'envoyer 200 instructeurs militaires à Iavoriv dès l'été prochain, dans le cadre d'une mission qui pourrait durer jusqu'au 31 mars 2017 et qui se concentrera sur « la neutralisation d'explosifs et de munitions », la police militaire, le soutien médical, la logistique et la sécurité des vols.

Bien évidemment, la Russie ne voit pas d'un bon oeil ces missions de formation. « L'attitude encourageante de Washington envers les plans revanchistes de Kiev risque de provoquer un nouveau bain de sang », a réagi le ministère russe des Affaires étrangères à l'annonce du déploiement des 300 instructeurs américains.

« Qu'enseigneront ces soldats venus de l'autre côté de l'océan? A continuer de tuer ceux qui parlent russe? », a-t-il ajouté, avant de voir dans ce programme de formation « premier pas vers la livraison d'armes modernes américaines, telle que l'espère le parti belliciste de Kiev ».

Plus tôt, cette semaine, lors d'une Conférence annuelle sur la sécurité internationale ayant vu la participation de responsables militaires nord-coréens et pakistanais, le ministre russe de la Défense, Sergueï Choïgou, a accusé les États-Unis de financer des révolutions et d'élargir l'Otan avec l'intention de contrer l'influence russe dans les anciens pays de l'URSS.

« Nous sommes inquiets : la stabilité établie après la Seconde Guerre mondiale commence à s'effriter », a affirmé M. Choïgou. « Certains pays qui se considèrent comme les vainqueurs de la Guerre froide tentent de dicter leur volonté aux autres », a-t-il continué. « Nous sommes à un tournant décisif de l'Histoire. Nous sommes ceux qui vont déterminer les paramètres de l'ordre mondial », a-t-il ajouté. « Les pays de l'Otan cherchent à rafler de l'espace géopolitique, à renforcer le potentiel militaire de l'Europe de l'est et à se rapprocher (des frontières) de la Russie », a-t-il encore accusé.

« L'Otan est une alliance défensive », a répondu Oana Lungescu, sa porte-parole, via un communiqué. « Donc en réponse aux actions de la Russie, qualifiées d'agressives, nous avons augmenté notre présence militaire dans la partie orientale de l'Alliance », a-t-elle fait valoir.

Enfin, Mme Lungescu en a profité pour répondre aux allégations russes concernant la défense antimissile de l'Otan, éternelle pomme de discorde avec Moscou. « La géographie et la physique rendent impossible pour (ce) système d'abattre des missiles continentaux russes, depuis des sites de l'Otan ou en Roumanie ou en Pologne », a-t-elle expliqué.